

Veille sur l'actualité : note de février 2021

En France, depuis octobre 2020, la presse a particulièrement évoqué des assassinats terroristes, la poursuite de violences en Afrique et la guerre du Haut-Karabakh. Plus généralement, sans prétendre être exhaustif, le comité a noté les actualités ci-dessous impliquant des armes, qui peuvent être rangées suivant trois niveaux d'effets meurtriers :

Les attaques impliquant des organisations terroristes ou des milices incontrôlées ont tué au total des centaines de personnes en Afrique, notamment au Nigeria et dans la zone « des trois frontières » entre Burkina Faso, Mali et Niger. La guerre de quarante-quatre jours menée par l'Azerbaïdjan soutenu par la Turquie, qui a défait les troupes arméniennes au Haut-Karabakh, a causé encore davantage de pertes humaines. Dans ce dernier cas, il a été mentionné l'utilisation de bombes à fragmentation pour terroriser les populations, dont la fuite a de fait limité le nombre de victimes, ainsi que de missiles ou de roquettes tirés sur des cibles militaires ou des infrastructures civiles. Il a été signalé que depuis 2005 l'Azerbaïdjan avait utilisé ses ressources pétrolières pour acheter massivement des armes russes, israéliennes et turques: drones, blindés et systèmes de brouillage perfectionnés.

D'autres actions, de natures très différentes, étaient plus limitées ou ciblées : neutralisation de terroristes dans le cadre de l'opération Barkhane, au cours de laquelle cinq militaires français ont été tués par des explosifs improvisés; meurtre attribué à Israël par l'Iran d'un physicien, acteur clef de son programme nucléaire, alors que sa voiture traversait une petite ville; assassinats par des islamistes en Autriche avec un fusil d'assaut et en France, à l'arme blanche, d'un enseignant qui avait montré des caricatures de Mahomet et de deux personnes dans une église.

Un article a mentionné la première utilisation d'armes non létales sur un champ de bataille, des ondes millimétriques pulsées envoyées par la Chine contre les troupes indiennes en août 2020, les forçant à reculer sans violer l'interdiction de tirer conclue entre les deux parties. La découverte aux Etats-Unis d'un logiciel espion qui a compromis des réseaux au sein du gouvernement fédéral est apparue comme une cyber-attaque dont un autre Etat est soupçonné.

A côté des affrontements directs, d'autres informations portent sur des démonstrations de forces ou des acquisitions de systèmes sans utilisation immédiate : passages d'avions ou de bateaux en mer de Chine en lien avec la revendication contestée de la souveraineté de cet Etat sur Taïwan ; annonce d'un nouveau missile antinavire par l'Iran qui menace par ailleurs d'expulser les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique si les sanctions américaines ne sont pas levées ; dévoilement d'un missile balistique intercontinental par de la Corée du Nord ; conclusion de l'achat d'avions Rafale par la Grèce à la France ; lancement réussi par cette dernière du nouveau satellite d'observation CSO-2 ou encore mise en œuvre du système de drone tactique S-100 sur le porte-hélicoptères Tonnerre.

Par ailleurs, des actualités d'autres domaines pourraient avoir des conséquences significatives en matière de défense, en premier lieu l'élection du nouveau président des Etats-Unis qui promet de restaurer une approche multilatérale dans les affaires du monde : cette attitude pourrait favoriser une revitalisation de l'Alliance atlantique, mais il convient de ne pas oublier des tendances de fond comme les différents intérêts économiques ou l'attention croissante portée par les Américains à la Chine. Les conséquences finales du Brexit ne sont sans doute pas complètement cernées. Sur un plan plus technique, le lancement à bas prix de 143 satellites par une seule fusée Space X ou le plan pour l'informatique quantique en France méritent d'être mentionnés.

Tous ces événements rappellent des questions de fond qui intéressent directement les ingénieurs. D'abord quels équipements concevoir ou développer en priorité pour assurer notre sécurité en limitant autant que possible les effets meurtriers ? Ensuite comment concilier la dépendance à long terme qui résulte d'une coopération indispensable pour réduire les coûts des systèmes d'armes avec les possibilités de changement d'attitude beaucoup plus rapide d'un allié ?

Jacques Bongrand, président du comité Défense d'IESF